

LE JOUR, 1951
30 NOVEMBRE 1951

LA NOUVELLE POLITIQUE EN SYRIE

Le grave événement qui s'est produit en Syrie n'a surpris que peu. Une longue carence y a conduit. La façon dont, après trois semaines d'attente, la crise ministérielle avait été dénouée ne pouvait laisser l'armée impassible. Et les circonstances sont telles que son intervention devenait à peu près inéluctable.

Le conflit en profondeur sur la politique étrangère dominait la situation.

Il était aussi dans la logique des choses que, devant l'accumulation des difficultés, les coups d'Etat du passé engendrassent le coup d'Etat. Une fois de plus, l'orientation politique extérieure du pays était en cause ; et les divergences de vue étaient telles, chez nos voisins, qu'il n'y avait plus que l'armée pour donner à la politique le temps de se retrouver.

Sur ce qui vient de se passer à Damas, nous ne porterons aucun jugement. C'est affaire de politique intérieure. Nous nous bornerons à remarquer que, sur le plan de l'indépendance syrienne et sur le plan de la Défense collective, l'intervention du colonel Chichakly s'interprète dans un sens favorable.

Il reste que la Syrie a de lourdes responsabilités et de lourdes charges ; il reste que le quart d'heure est difficile et que ce serait le moment de voir le peuple syrien uni et discipliné.

On ne peut nier que l'armée, à travers les vicissitudes syriennes des deux dernières années, n'ait agi avec patriotisme, vigueur et prudence. Néanmoins les procédures normales ont leur prestige parce que la légalité a son prix.

En cette circonstance, comme en toute autre, tenant compte d'abord de nos liens permanents avec la Syrie, et aussi de la conjoncture, nous souhaitons que la Syrie trouve de quelque façon qu'elle estime devoir y arriver l'équilibre, la prospérité et la paix.